



SAMEDI 12 DÉCEMBRE, TOUS ENSEMBLE CONTRE LA CASSE DES DROITS ET LIBERTÉS, POUR LE RETRAIT DE LA PROPOSITION DE LOI SÉCURITÉ GLOBALE !

Samedi 5 décembre, à nouveau, par dizaines de milliers, des salariés, des jeunes, des retraités, militants syndicalistes, démocrates, citoyens, ont manifesté dans tout le pays pour la défense des libertés individuelles et collectives et le retrait de la proposition de loi sécurité globale. Dans notre département, ils étaient encore près de 200 devant la Préfecture, à Laon. Partout, la détermination à obtenir le retrait de la proposition de loi liberticide de la majorité présidentielle était intacte.

Au soir de cette mobilisation, le ministre de l'Intérieur, a cru bon de concentrer son attention et sa communication sur les incidents survenus en marge de la manifestation parisienne, déclarant sur Twitter que **"les casseurs cassent la République"**.

La ficelle est trop grosse. Non seulement les manifestations de ce samedi 5 décembre étaient très majoritairement pacifiques, mais encore une fois, plutôt que de répondre aux revendications, le pouvoir, déstabilisé par la contestation persistante contre son projet autoritaire, tente désespérément de les cacher derrière un discours de peur et de répression : le problème, ce ne serait pas la loi qui réduit les libertés, mais les casseurs qu'il faudrait arrêter...

Pour nos organisations, les premiers responsables des tensions dans certaines manifestations, et de la "casse de la République", ce sont le Président et ses ministres qui, à force de multiplier les mesures répressives et de restriction des libertés (loi du 10 avril 2019, « visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations », état d'urgence sanitaire, Schéma National du Maintien de l'Ordre en septembre 2020...), détournent les forces de l'ordre des missions républicaines de « garantie des droits de l'homme », et de protection de la population auxquelles elles devraient normalement se consacrer (conformément à l'article 12 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen d'août 1789). Pire, la loi favorise la **privatisation de la « force publique »** censée être « instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée ».

Les premiers responsables de la « casse de la République », ce sont le Président et ses ministres qui, depuis trois ans, dans la continuité de leurs prédécesseurs, poursuivent et aggravent sans relâche les contre-réformes qui cassent la Fonction et les services publics républicains dans tous les domaines (Santé, Education, Recherche, Finances etc.), qui ne cessent de dégrader les statuts des fonctionnaires, qui abîment la Sécurité Sociale, les retraites etc. Si le ministre DARMANIN, le Président de la République et le gouvernement, s'inquiétaient réellement de préserver la République, ils cesseraient immédiatement ces contre-réformes, la répression systématique contre ceux qui s'y opposent, les attaques contre les libertés, et ils entendraient les revendications.

Ainsi, nos organisations estiment incompréhensible que, dans notre département, samedi 5 décembre, le Préfet n'ait pas jugé prioritaire de recevoir en personne une délégation venue lui présenter les revendications en défense des libertés individuelles et collectives que des institutions nationales comme la CNCDH et la Défenseur des Droits, et internationales, comme l'ONU, estiment elles-mêmes gravement menacées.

Pour les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Aisne, avec la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme 02, empêcher la « casse de la République », cela nécessite de garantir les libertés individuelles et collectives indispensables à l'exercice des libertés d'expression, de la presse, ainsi que des libertés syndicales et associatives. C'est pourquoi, constatant que la proposition de loi sur la « sécurité globale » reste à l'ordre du jour, elles appellent à nouveau les salariés, les privés d'emploi, les jeunes, les retraités, à se rassembler, dans le respect des règles de protection sanitaire, samedi 12 décembre 2020, à 10H30, Place Crommelin (rond point des quatre colonnes) à Saint Quentin, pour :

- LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'ÉTAT D'URGENCE ET DES MESURES DE RESTRICTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ;
- L'ABANDON DE LA PROPOSITION DE LOI SUR « LA SÉCURITÉ GLOBALE » ;
- LE RÉTABLISSEMENT PLEIN ET ENTIER DES LIBERTÉS DE SE RÉUNIR, DE SE RASSEMBLER ET DE MANIFESTER.

**Samedi 12 décembre,
RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION, À SAINT QUENTIN !
RDV Place Crommelin (Rd point des 4 colonnes) à 10H30**

